CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE Nom de la municipalité

DÉCLARATION D’ÉTAT D’URGENCE LOCAL

ATTENDU QUE l’article 42 de la *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, c. S-2.3) prévoit qu’« une municipalité locale peut déclarer l’état d’urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu’un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l’intégrité des personnes, une action immédiate qu’elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d’un plan de sécurité civile applicable »;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l’article 43 de cette loi prévoit que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d’absence ou d’empêchement, le maire suppléant peut déclarer l’état d’urgence pour une période maximale de 48 heures;

ATTENDU QUE le conseil ne peut se réunir en temps utile;

ATTENDU QUE le décrire les circonstances du sinistre et les situations qui représentent une menace pour la vie, la santé ou l’intégrité des personnes;

ATTENDU QUE j’estime que la municipalité ne peut réaliser adéquatement, dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d’un plan de sécurité civile applicable, les actions requises pour protéger la vie, la santé ou l’intégrité des personnes;

Par la présente, le soussigné, à titre de maire (ou de maire suppléant)[[1]](#footnote-1) de la municipalité, décide :

de déclarer l’état d’urgence sur (tout le territoire de la municipalité ou sur la partie du territoire décrite en annexe) pour une période de (au plus de 48 heures) en raison de indiquer la nature du sinistre et les circonstances nécessitant la déclaration d’état d’urgence, ex. évacuation massive de la population, nécessité de réquisitionner des lieux d’hébergement étant données l’évacuation massive, etc.;

de désigner indiquer le nom de la personne désignée, soit le maire, le maire suppléant, un fonctionnaire de la municipalité ou une autorité resposanble de la sécurité civile sur le territoire concerné afin qu’il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

* + Préciser les pouvoirs spéciaux indiqués aux paragraphes 1° à 6° de l’article 47 de la *Loi sur la sécurité civile* auxquels la municipalité doit recourir pour protéger la vie, la santé ou l’intégrité des personnes. Les pouvoirs énumérés doivent constituer une action immédiate devant être posée pour protéger la vie, la santé ou l’intégrité des personnes que la municipalité estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d’un plan de sécurité civile applicable.

Signée à Lieu, le Date à Heure.

(Prénom Nom du maire ou de la mairesse)

\* Ce document n’a pas de valeur officielle.

1. Il pourrait s’agir du maire suppléant en cas d’absence ou d’empêchement du maire. [↑](#footnote-ref-1)